

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 11/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HSWT (ex HYET SWEET)**

Port 7516  
7516 route de la Grande Hernesse  
59820 Gravelines

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\HSWT FRANCE SAS (ex HYET SWEET ex AJINOMOTO)\_Gravelines\_070.00481\2\_INSPECTION\2024\_bassin de confinement  
Code AIOT : 0007000481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement HSWT (ex HYET SWEET) implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2024 de la DREAL Hauts-de-France.

Elle est réalisée de manière inopinée et porte sur le respect des dispositions permettant d'assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HSWT (ex HYET SWEET)
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines
- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 7.7.7.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.2.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection inopinée a été faite sur le thème "confinement des eaux en cas d'incendie".

2 non-conformités ont été relevées et un projet d'APMD a donc été rédigé.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositif de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 7.7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2800m<sup>3</sup> (bassin T9850). Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est également collecté dans ce bassin de confinement. Il est maintenu au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Notamment un volume minimal de 2000m<sup>3</sup> doit rester vide et disponible à tout instant dans le bassin T9850 afin de recueillir l'ensemble des eaux polluées en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>

## Constats :

Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie s'écoulent de manière gravitaire via le réseau d'eaux pluviales jusqu'à la fosse dénommée «station eau d'égouts».

**Remarque 1 :** Au niveau de l'avenue 3 et au regard du relevé de niveaux transmis par courriel du 24/05/2024, il convient de s'assurer que les avaloirs présents sont en nombre suffisant et donc correctement dimensionnés afin de récupérer l'intégralité des eaux susceptibles d'être polluées. En effet, la topologie du terrain laisse imaginer que ces eaux puissent se déverser sur la zone en schiste présente devant le magasin matières premières. La mise en place d'un rehaussement de la voirie par une bordure ou tout autre dispositif pourra être envisagé si nécessaire.

Cette fosse «station eau d'égouts» renvoie automatiquement via une pompe électrique immergée (M9862 – débit de 1 600 m<sup>3</sup>/h - démarrage de la pompe sur niveau haut et arrêt sur niveau bas) les eaux vers le bassin d'orage (T9850 – cuve hors sol à l'atmosphère) dont le volume est de 3000 m<sup>3</sup> (cf. EDD 2022 – diamètre = 16 m et hauteur de remplissage = 14 m). A noter que le bassin d'orage constitué par la réserve 9850 montre de nombreux points de rouille.

**Remarque 2:** Il convient donc de contrôler le bon état des structures du bassin d'orage dont le vieillissement peut nuire à la sécurité de l'ouvrage. Un document présentant les résultats de ce contrôle sera transmis à l'Inspection sous 6 mois.

Cette pompe (M9862) est secourue par une pompe diesel (M9861 – débit 200 m<sup>3</sup>/h) qui était hors service le jour de l'inspection. Par courriel du 24/05/2024, il est précisé que les sociétés Delta Service Location et Euromatequip ont été sollicitées pour obtenir un devis. Un retour de leur part est attendu pour la date d'intervention relative à la remise en service de la pompe.

**Non-conformité 1:** la pompe diesel de secours étant actuellement hors service, la pompe M9862 ne peut être secourue en cas de défaillance de celle-ci. Les eaux arrivant dans la fosse «station eau d'égouts» ne pourraient être envoyées vers le bassin 9850 et pourraient se déverser ensuite sur le sol ne permettant donc pas de confiner les eaux.

La prescription n'est pas respectée sur ce point.

Par ce même courriel, il est précisé que l'ancienne vanne d'isolement vers les watergangs est consignée et que la tuyauterie a été sécurisée par bétonnage.

**Remarque 3 :** il convient de confirmer qu'il n'existe plus de rejet direct possible depuis le bassin d'orage vers le watergang.

Selon le §5.16.1 de la dernière étude de dangers, le bassin d'orage (T9850) est maintenu en niveau «bas» inférieur à 10%. Pour ce faire, le bassin est muni d'un dispositif permettant de déclencher une alarme, dont le report se fait en salle de contrôle, en cas de franchissement de ce seuil. Après déclenchement de l'alarme, l'effluent est ensuite pompé et envoyé via une tuyauterie aérienne (pompe M9851 à déclenchement manuel et tuyauterie aérienne avec vannes à activer manuellement en fonction du devenir des eaux) vers la station de traitement interne ou après vérification de la qualité de l'effluent vers le bassin Atlantique après transfert vers le bassin T8370 puis par surverse vers le bassin T8310. Le rejet ne se fait donc pas automatiquement.

En salle de contrôle, il n'a pas été possible de tester la bonne visualisation du dépassement de seuil de 10% du bassin 9850.

**Remarque 4:** il convient de transmettre les éléments qui permettent de justifier du bon fonctionnement de cette alarme et de son report en salle de contrôle.

Par courriel du 24/05/2024, il est précisé qu'il y a, au niveau du bassin T9850, un seuil d'alerte fixé à 90% en cas d'urgence et à 29% pour la gestion de l'effluent selon analyses.

**Remarque 5 :** il convient d'expliquer de manière détaillée les actions liés au franchissement de ces différents seuils: maintien à 10% de remplissage du bassin T9850, seuil à 90% et seuil à 29%.

La fosse «station eau d'égouts» est nettoyée une fois par an.

**Remarque 6:** une fréquence de nettoyage plus importante doit être mise en place au regard de la végétation présente et de la couleur de l'eau.

Par courriel du 24/05/2024, un extrait du POI mis à jour en décembre 2023 a été transmis. Ce document précise les différentes actions à mener, par la cellule d'exploitation, pour isoler toutes les eaux polluées:

- arrêter la pompe 9851 depuis la salle de contrôle (ou utiliser l'arrêt d'urgence sur place)
- fermer les vannes d'aspiration et de refoulement.

**Remarque 7:** il convient de confirmer que les vannes d'aspiration et de refoulement à fermer sont les vannes situées dans le local «station de traitement des eaux».

A noter que lors de la visite, il avait été précisé qu'il était préférable de fermer également la vanne présente au niveau de la pompe M9851.

Des plans localisant les différentes vannes à fermer pourraient utilement être joints au POI et les équipements clairement identifiés sur site (cf. pompe M9851 et vanne associée).

**Remarque 8 :** le dernier POI disponible par l'Inspection est celui de 2019. La dernière version mise à jour du POI doit être transmise en version papier (fournir 2 exemplaires papier) et informatique à l'Inspection (cf. édition du livret plan d'opération interne en décembre 2023) .

L'ensemble des réponses aux remarques formulées ci-avant devra être transmis à l'Inspection sous 1 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, schéma des réseaux

### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 24/05/2024, un ensemble de plans a été transmis. Ces plans sont difficilement interprétables.</p> <p>Il n'est donc pas possible d'identifier aisément les éléments repris ci-dessus dans la prescription.</p> <p><b><u>Non-conformité 2</u></b> : les différents plans transmis ne répondent pas à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Protection des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et la mise en fonctionnement du système de déconnexion sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le livret «plan d'opération interne» en date de décembre 2023 et transmis par courriel du 24/05/2024 précise les actions à mener afin d'isoler le site de l'extérieur.</p> <p>A noter que le service maintenance qui a en charge l'entretien et la maintenance des différentes vannes, pompes, ... était en maintenance le jour de l'inspection inopinée. Les éléments relatifs à l'entretien des pompes n'ont pu être consultés.</p> <p><b><u>Remarque 9</u></b> : il convient de transmettre, sous 1 mois, les éléments relatifs à l'entretien de la pompe M9851, la vanne associée et les vannes d'aspiration et de refoulement. Ces équipements permettant de confiner le site de l'extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite